

Conseil Municipal du 25 mai 2020

- Note de synthèse -

Fonctionnement des Assemblées

- 1 - Lieu de la séance du Conseil Municipal du 25 mai 2020.....3

Relations Sociales

- 2 - Modification du tableau des effectifs.....4
 3 - Rémunération des agents saisonniers des accueils de loisirs.....4
 4 - Protection fonctionnelle.....5
 5 - Conditions d'attribution des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.....6
 6 - Prime exceptionnelle dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.....6
 7 - Extension du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel.....7
 8 - Vacations de pédiatre.....11
 9 - Modification du tableau des logements de fonction.....11

Patrimoine et Administration

- 10 - Acquisition Parcelles Mme TURCEY Sylvie - Lieudit "Pierre Bénard".....13
 11 - Parc Nature "Marais Monroy" - Acquisition parcelle AK 40 - Mme FOURNIER Martine.....13
 12 - Cession Ensemble immobilier – 3 allée Philéas Lebesgue – Mme TOUBACHE épouse OULKASS.....14
 13 - Modification de la délibération N° DEL2019-168 du 16 décembre 2019 - Cession Parcelle BE 94 - Riverains Rue Voltaire (M. DJEBAR - M et Mme MAGDELON).....14
 14 - Cession - Site "FICOP" rue de la Cavée Mal à Main - M. ATAC Faysal.....15
 15 - Prescription d'une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme suite au changement de limites du territoire.....16
 16 - Modification de la délibération n° DEL2019_135 du 16/12/2019 - Implantation d'un centre de secours - Dossier de demande de déclaration d'Utilité Publique.....17
 17 - Avis du Conseil Municipal - Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Brèche (SAGE).....17
 18 - Transformation de l'impasse Anatole France en rue Anatole France.....19
 19 - Procédure Biens sans Maîtres - Propriété de Monsieur ESSONO ENYEGUE Richard...19
 20 - Cession à l'Association Nogentaise d'Echanges Culturels (ANEC) – Parcelles rue Albert Jacquard - BN 987p.....20
 21 - Offre unilatérale de concours - Raccordement au réseau public d'électricité d'un atelier carrosserie-peinture du CFA de Nogent-sur-Oise.....21
 22 - Transaction - Protocole d'accord - Résiliation amiable de bail commercial - Le Relais Traiteur.....21

Technique et Projets Urbains

- 23 - Adhésion au groupement de commande électricité et services associés SE60.....23
 24 - Modification de la délibération n°DEL2019_117 du 16 décembre 2019 - procédure retenue pour la création d'un nouveau groupe scolaire.....28

Petite Enfance

- 25 - Renouvellement de la convention Classe Passerelle.....30

Jeunesse et Jeunes Adultes	
26 - Participation 2019 au C.E.R SNCF.....	31
Tranquillité Publique	
27 - Conventions relatives à l'installation de matériels de vidéo-protection sur des biens privés.....	32
Commande Publique	
28 - Convention de concession de service relative à la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires - Avenant n° 1.....	34
Finances	
29 - Compte de gestion 2019 – budget principal.....	39
30 - Compte administratif 2019 – budget principal.....	42
31 - Affectation des résultats – budget principal 2020.....	42
32 - Budget primitif - Exercice 2020 - Budget supplémentaire.....	43
33 - Abattement de 30 % accordé aux entreprises pour 2020 sur la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (suite crise sanitaire COVID 19).....	45
34 - Subventions 2020 aux associations - Restitution de subventions non utilisées.....	46
35 - Subvention complémentaire - Comité des Oeuvres Sociales.....	49
36 - Participation au SICGENC 2020.....	49

FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES

1 - Lieu de la séance du Conseil Municipal du 25 mai 2020

Conformément aux articles L.2121-7 et L.2121-10 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal a été convoqué pour sa séance du 25 mai dans l'amphithéâtre du Centre d'Affaires du SARCUS situé au 9 rue Ronsard à Nogent-sur-Oise.

Ce changement de lieu de réunion du conseil municipal a été contraint compte tenu de l'état d'urgence sanitaire -déclaré pour une période initiale de 2 mois à compter du 24 mars 2020 par la loi du 23 mars 2020 et prorogé jusqu'au 10 juillet 2020 par la loi du 11 mai 2020- dans lequel nous nous trouvons actuellement.

Ainsi, il s'agit d'être en mesure de respecter les mesures de distanciations nécessaires non envisageables dans la salle située en Mairie habituellement utilisée, au regard du nombre d'élus en exercice. Cette faculté a été confirmée par l'article 9 de l'ordonnance n°2020-562 du 13 mai 2020. Il est précisé que le Préfet de l'Oise en a été informé.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver que le lieu de la séance du Conseil Municipal se tienne exceptionnellement en dehors de l'Hôtel de Ville, dans l'amphithéâtre du Centre d'Affaires du SARCUS situé au 9 rue Ronsard à Nogent-sur-Oise.

RELATIONS SOCIALES

2 - Modification du tableau des effectifs

Afin de permettre le bon fonctionnement des services il est nécessaire de modifier le tableau des effectifs.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les modifications suivantes au tableau des effectifs :

Créations :

1 poste de rédacteur principal 2ème classe au service ressources humaines (réussite concours)
1 poste d'adjoint administratif agent d'accueil au CCAS (changement de filière)
2 postes d'adjoint d'animation service scolaire, périscolaire et centres de loisirs (augmentation de temps de travail)
1 poste d'adjoint d'animation chargé de l'accueil, de la gestion administrative et de l'animation à temps complet au CMAR (augmentation de temps de travail)
1 poste d'agent spécialisé des écoles maternelles au service scolaire (augmentation de temps de travail)
1 emploi fonctionnel de directeur général des services des communes de 20 000 à 40 000 habitants
1 poste d'assistant d'enseignement artistique d'enseignement principal 2ème classe au CCPM (augmentation de temps de travail)
1 poste d'adjoint technique en charge de la lingerie du CRM et de la distribution des produits ménagers (augmentation de temps de travail)
1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'ATSEM au service scolaire (augmentation de temps de travail)
Les suppressions de poste correspondantes feront l'objet d'une délibération ultérieure après avis du comité technique

Par ailleurs la délibération du 16 décembre 2019 relative à la modification du tableau des effectifs prévoit la création de deux postes de médecins pour le centre municipal de santé. Il y a lieu de préciser que le deuxième poste pourra si besoin être pourvu à temps non complet.

- de décider l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune.

3 - Rémunération des agents saisonniers des accueils de loisirs

Par délibération du 23 mai 2019 le conseil municipal a fixé les modalités de rémunération des agents saisonniers encadrant les accueils de loisirs.

La mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations et à l'avenir de la fonction publique, inclut notamment la revalorisation indiciaire des agents de catégorie C .

Il est demandé au Conseil Municipal :

- De fixer la rémunération des agents saisonniers encadrant les accueils de loisirs dans les conditions suivantes :

QUALIFICATION	GRADE	ECHELON	TEMPS DE TRAVAIL
moniteur non diplômé BAFA	adjoint d'animation	01	27/35
moniteur stagiaire BAFA	adjoint d'animation	01	30/35
moniteur diplômé BAFA	adjoint d'animation	01	32/35
directeur adjoint	adjoint d'animation principal 2ème classe	02	33/35
directeur	adjoint d'animation principal 2ème classe	08	35/35

Le taux de rémunération journalière est égal au traitement brut mensuel de l'indice majoré correspondant à l'échelon divisé par 151,67 et multiplié par 7.

Rémunération des sujétions annexes :

Nuitées : 25 % du taux de rémunération journalière par nuitée

Réunion préparatoire : 50 % du taux de rémunération journalière dans la limite de 3 réunions par période de centre pour les moniteurs et de 4 réunions pour les directeurs ou directeurs adjoints

Réunions du soir : 50 % du taux de rémunération journalière dans la limite d'une réunion par semaine de centre

Organisation de la fête de fin de centre : 50 % du taux de rémunération journalière dans la limite d'une fête par période de centre

Rangement de fin de centre : 50 % du taux de rémunération journalière dans la limite d'un rangement par période de centre

La rémunération est établie au vu d'un état nominatif établi en fin de période de centre par le service jeunesse jeunes adultes reprenant pour chaque agent le nombre de jours réellement effectués et le nombre de chacune des sujétions annexes.

Compte tenu des délais d'établissement de la paie elle peut être versée à la fin du mois suivant la remise de l'état nominatif.

- D'inscrire les crédits correspondants au budget de la commune.

4 - Protection fonctionnelle

Par délibération du 25 février 2016 le conseil municipal a accordé le bénéfice de la protection fonctionnelle prévue à l'article 11 de la loi 84-53 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires aux agents de police municipale victimes d'une agression le 30 décembre 2015.

Dans ce cadre la collectivité a pris en charge les frais d'avocat des agents.

L'auteur des faits a été condamné par jugement du 25 février 2016 à verser la somme de 900 € au bénéfice de Mme Aurore DOVERGNE et de 500 € au bénéfice de Mr Christophe GOURDIN à titre de réparation du préjudice moral.

La commune a assisté Mme Aurore DOVERGNE et Mr Christophe GOURDIN dans la procédure de recouvrement de cette somme notamment par l'intermédiaire du SARVI (service d'aide au recouvrement des victimes d'infraction).

Cette démarche étant restée vaine, Mme Aurore DOVERGNE et Mr Christophe GOURDIN demandent maintenant à la collectivité, en application des dispositions de l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983, de leur verser la somme qui leur a été accordée par le tribunal correctionnel.

L'article 11 de la loi du 13 juillet 1983 dispose : « La collectivité publique est tenue de protéger les fonctionnaires contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté ... la collectivité publique est subrogée aux droits de

la victime pour obtenir des auteurs des menaces ou attaques la restitution des sommes versées au fonctionnaire intéressé »

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'approuver le versement à Mme Aurore DOVERGNE agent de police municipale de la somme de 900 € en réparation du préjudice qu'elle a subi.

D'approuver le versement à Mr Christophe GOURDIN agent de police municipale de la somme de 500 € en réparation du préjudice qu'il a subi.

D'autoriser le Maire à engager toutes les procédures utiles afin de recouvrer ces sommes auprès de l'auteur des faits

5 - Conditions d'attribution des indemnités horaires pour travaux supplémentaires

Le régime indemnitaire des agents est fixé, dans chaque collectivité et dans chaque établissement public, par l'organe délibérant, dans la limite des régimes dont bénéficient les différents services de l'Etat .

Pour ce qui concerne la rémunération des heures supplémentaires l'organe délibérant fixe ainsi la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, qui sont versées dans les conditions prévues pour leur corps de référence.

Il apparaît que cette liste n'est pas complète et que certaines délibérations précédentes sur ce sujet sont obsolètes du fait de l'évolution de la réglementation.

L'attribution d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires est possible pour les agents relevant des catégories B et C et pour certains agents de catégorie A relevant de la filière médico-sociale. Le versement d'une indemnité d'heures supplémentaires est également possible pour les assistants et professeurs d'enseignement artistiques.

Il est donc souhaitable de reprendre une délibération globale sur ce sujet en partant du principe que tous les emplois réglementairement éligibles peuvent bénéficier d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter les dispositions suivantes :

Sont susceptibles d'exercer des missions impliquant la réalisation d'heures supplémentaires et sont donc éligibles au versement d'indemnités d'heures supplémentaires dans les conditions fixées par le décret n° 50-1253 du 6 octobre 1950 fixant les taux de rémunération des heures supplémentaires d'enseignement effectuées pour les personnels enseignants des établissements d'enseignement du second degré, l'ensemble des agents relevant des cadres d'emploi d'assistant d'enseignement artistique et de professeur d'enseignement artistiques.

Sont susceptibles d'exercer des missions impliquant la réalisation d'heures supplémentaires et sont donc éligibles au versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions fixées par le décret n° 2002- 60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires :

En application du décret n° 2002-598 du 25 avril 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires et de l'arrêté du 25 avril 2002 fixant la liste des corps, grades ou emplois éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, l'ensemble des agents relevant des cadres d'emploi de :

- sages-femmes territoriales, cadres territoriaux de santé paramédicaux, cadres territoriaux de santé infirmiers et techniciens paramédicaux, puéricultrices cadre de santé
- infirmiers territoriaux en soins généraux, puéricultrices territoriales , infirmiers territoriaux
- auxiliaires de puériculture territoriaux, auxiliaires de soins territoriaux
- techniciens paramédicaux territoriaux

En application du décret n° 97-702 du 31 mai 1997 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des agents de police municipale et du cadre d'emplois des gardes champêtres, l'ensemble des agents relevant du cadre d'emploi des agents de police municipale.

En application du décret n° 2000-45 du 20 janvier 2000 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale, l'ensemble des agents relevant du cadre d'emploi des chefs de service de police municipale.

En application du décret n° 2002- 60 du 14 janv. 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, l'ensemble des agents de catégorie B et C relevant des autres cadres d'emploi de la fonction publique territoriale.

Ces dispositions sont applicables aux agents contractuels.

- de décider l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune.

6 - Prime exceptionnelle dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Par décret du 14 mai 2020 le gouvernement a institué une prime exceptionnelle attribuable aux agents qui ont été mobilisés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Le montant de cette prime est déterminé par l'autorité territoriale dans la limite d'un plafond de 1 000 €. Elle est exonérée de cotisations et contributions sociales ainsi que d'impôt sur le revenu.

Au regard de l'engagement d'une grande partie du personnel de la collectivité pour assurer la continuité du service public pendant cette période la commune souhaite en faire bénéficier les agents selon leur degré de mobilisation.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les dispositions suivantes :

Il est institué une prime exceptionnelle au bénéfice des agents de la collectivité en application du décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Le montant maximum de cette prime est fixé à 1 000 €.

La prime exceptionnelle est cumulable avec tout autre élément de rémunération lié à la manière de servir, à l'engagement professionnel, aux résultats ou à la performance ou versé en compensation des heures supplémentaires, des astreintes et interventions dans le cadre de ces astreintes.

La prime exceptionnelle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales dans les conditions prévues à l'article 11 de la loi du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020.

La prime exceptionnelle n'est pas reconductible. Toutefois elle pourra être versée en plusieurs fois dans la limite totale de son montant maximum.

Le montant individuel sera déterminé par l'autorité territoriale en fonction du niveau d'engagement de l'agent pendant la période d'urgence sanitaire, de ses sujétions particulières et du surcroît de travail occasionné que ce soit en présentiel ou en télétravail et assimilé.

Cette prime est attribuable aux agents contractuels de droit public.

- de décider l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune.

7 - Extension du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

Par délibération du 16 décembre 2019, le conseil municipal a approuvé les dispositions concernant l'application du RIFSEEP, institué pour la fonction publique d'Etat par le décret 2014-513 du 20 mai 2014, aux agents de la commune.

Toutefois, ce régime indemnitaire n'était pas applicable à certains cadres d'emploi.

Le décret 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale établit une liste d'équivalence provisoire entre cadres d'emploi de la fonction publique territoriale et corps de la fonction publique d'état permettant aux cadres d'emplois non encore éligibles au RIFSEEP de pouvoir en bénéficier.

Afin d'harmoniser l'ensemble du régime indemnitaire des agents de la collectivité il y a lieu d'étendre aux agents concernés le bénéfice du RIFSEEP.

Les agents relevant de la filière police municipale, du cadre d'emploi de professeur d'enseignement artistique et du cadre d'emploi d'assistant d'enseignement artistiques demeurent exclus de ce dispositif.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter les dispositions suivantes :

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) adopté par délibération du 16 décembre 2019 est étendu aux cadres d'emploi suivants :

Ingénieurs
Techniciens
Éducateurs de jeunes enfants
Psychologues
Sages-femmes
Cadres de santé paramédicaux
Infirmiers en soins généraux
Techniciens paramédicaux
Moniteurs-éducateurs et intervenants familiaux
Auxiliaires de soins
Auxiliaires de puériculture
Cadres de santé infirmiers et techniciens paramédicaux
Puéricultrices
Puéricultrices cadres de santé
Infirmiers territoriaux
Directeurs d'établissements d'enseignement artistique
Conseillers des activités physiques et sportives

Les groupes de fonction et les montants plafonds annuels sont détaillés dans les tableaux figurant en annexe. Ces montants seront automatiquement revalorisés dans les mêmes conditions que les montants applicables aux agents de la fonction publique d'Etat.

- de décider l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune.

Groupes de fonction

Catégorie A

Montants de référence	Cadres d'emploi			
	Ingénieurs Directeurs d'établissement d'enseignement artistique	<u>Educateurs</u> de jeunes enfants	Psychologues Sages-femmes Cadres de santé paramédicaux Puéricultrices cadres de santé Cadres de santé infirmiers et techniciens paramédicaux Conseillers des <u>APS</u>	Puéricultrices Infirmiers en soins généraux
Plafond annuel de l' <u>IFSE</u> sans logement pour nécessité absolue de service				
Groupe 1	36 210 €	14 000 €	25 500 €	19 480 €
Groupe 2	32 130 €	13 500 €	20 400 €	15 300 €
Groupe 3	25 500 €	13 000 €		
Groupe 4	20 400 €			
Plafond annuel de l' <u>IFSE</u> avec logement pour nécessité absolue de service				
Groupe 1	22 310 €	14 000 €	25 500 €	19 480 €
Groupe 2	17 205 €	13 500 €	20 400 €	15 300 €
Groupe 3	14 320 €	13 000 €		
Groupe 4	11 160 €			
Plafond annuel du CIA				
Groupe 1	6 390 €	1 680 €	4 500 €	3 440 €
Groupe 2	5 670 €	1 620 €	3 600 €	2 700 €
Groupe 3	4 500 €	1 560 €		
Groupe 4	3 600 €			

Catégorie B

Montants de référence	Cadres d'emploi	
	Techniciens	Moniteurs-éducateurs et intervenants familiaux Infirmiers Techniciens paramédicaux
Plafond annuel de l' <u>IFSE</u> sans logement pour nécessité absolue de service		
Groupe 1	17 480 €	9 000 €
Groupe 2	16 015 €	8 010 €
Groupe 3	14 650 €	
Plafond annuel de l' <u>IFSE</u> avec logement pour nécessité absolue de service		
Groupe 1	8 030 €	5 150 €
Groupe 2	7 220 €	4 860 €
Groupe 3	6 670 €	
Plafond annuel du CIA		
Groupe 1	2 380 €	1 230 €
Groupe 2	2 185 €	1 090 €
Groupe 3	1 995 €	

Catégorie C

Montants de référence	Cadres d'emploi
	Auxiliaires de puériculture Auxiliaires de soins
Plafond annuel de l' <u>IFSE</u> sans logement pour nécessité absolue de service	
Groupe 1	11 340 €
Groupe 2	10 800 €
Plafond annuel de l' <u>IFSE</u> avec logement pour nécessité absolue de service	
Groupe 1	7 090 €
Groupe 2	6 750 €
Plafond annuel du CIA	
Groupe 1	1 260 €
Groupe 2	1 200 €

8 - Vacations de pédiatre

L'intervention d'un pédiatre vacataire s'avère nécessaire dans les structures de la petite enfance afin d'assurer le suivi médical des enfants accueillis notamment les mesures à prendre en cas de maladie contagieuse, l'établissement de protocoles et les visites d'admission de certains enfants.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le recrutement d'un pédiatre vacataire entre le 1er juin et le 31 décembre 2020 pour un volume maximum de 60 heures sur la période ;
- de fixer le taux brut horaire de la vacation à 45 € ;
- d'inscrire les crédits correspondants au budget de la commune (chapitre 012).

9 - Modification du tableau des logements de fonction

Par délibération du 10 juillet 2017, modifiée en dernier lieu le 16 décembre 2019, le conseil municipal a approuvé la liste des logements pouvant faire l'objet d'une attribution pour nécessité absolue de service ou par convention d'occupation précaire avec astreinte.

Il y a lieu d'ajouter à cette liste un logement à attribuer par nécessité absolue de service situé 32 avenue du 8 mai.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le nouveau tableau des logements et des fonctions ouvrant droit à attribution suivant :

Logements attribués par nécessité absolue de service :

Bâtiment	Adresse	Type
Complexe sportif G. LENNE (logt 1)	Avenue de l'Europe	F4
Complexe sportif G. LENNE (logt 2)	Avenue de l'Europe	F4
Gymnase des Coteaux	11 allée Georges Bizet	F4
Gymnase des Granges	4 allée Philéas Lebesgue	F4
Salle polyvalente	2 rue du Moustier	F4
Logement Cimetière	19 rue de l'Argillère	F4
Stade du Moustier (logt 1)	3 allée du Comte d'Archiac	F4
Stade du Moustier (logt 2)	5 allée du Comte d'Archiac	F4
Espace culturel Château des Rochers	1 rue Faidherbe (pavillon)	F3
Appartement	78 bis rue du Général de Gaulle	F6
MASTE	27 rue du Général de Gaulle	F3
Maison	32 avenue du 8 Mai	F3

Fonctions ouvrant droit à une attribution :

- Gardien et gardien remplaçant de bâtiment communal
- Agent exerçant les attributions de directeur général adjoint chargé des services techniques

Logements attribués par convention d'occupation précaire avec astreinte :

Bâtiment	Adresse	Type	Valeur locative	Loyer mensuel
G.S. Carnot	1 rue Hélène Boucher	F2	287,00 €	143,50 €
G.S. Paul Bert	9 rue Paul Bert	F5	908,00 €	454 €
	1 rue Voltaire	F3	413,00 €	206,50 €

Fonctions ouvrant droit à une attribution :

- Agents de surveillance de la filière technique assurant des astreintes de soirée et nuit en cas de problèmes publics divers
- Astreintes en dehors des heures de travail pour assurer la fermeture des portes du square Philippe Decourtray et des toilettes publiques et l'ouverture et fermeture du cimetière en cas d'indisponibilité de l'agent chargé de cette fonction.

PATRIMOINE ET ADMINISTRATION

10 - Acquisition Parcelles Mme TURCEY Sylvie - Lieudit "Pierre Bénard"

Dans le cadre de la constitution d'une réserve foncière, la Ville a l'opportunité d'acquérir des parcelles de terrain boisées situées au lieudit «Pierre Bénard», au dessus de la rue Faidherbe.

L'ensemble foncier d'une superficie de 5 437 m² appartient à Madame TURCEY Sylvie et est constitué des parcelles cadastrées AC 18, 24, 26, 29 et 30.

Cette acquisition permettra la conservation des coteaux boisés de la Ville surplombant la rue Faidherbe, dans l'attente d'une définition ultérieure des usages de ce site.

Une offre d'achat a été formulée à 0,75 € par m² et a été acceptée par Madame TURCEY Sylvie. Le prix d'acquisition s'élève donc à 4 077,75 €.

Il est rappelé qu'en application des articles L.1311-10 et R.1311-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que d'un arrêté en date du 5 décembre 2016, l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Oise n'est obligatoire que pour les acquisitions d'un montant supérieur ou égal à 180 000 €.

De plus, il est précisé que les frais d'établissement de l'acte de vente resteront à la charge de la Ville.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'acquisition des parcelles cadastrées AC 18, 24, 26, 29 et 30 situées au lieudit « Pierre Bénard », d'une superficie totale de 5 437 m², pour un montant de 4 077,75 €, appartenant à Madame TURCEY Sylvie, dans le cadre de la constitution d'une réserve foncière dans le but de conserver les coteaux boisés de la Ville surplombant la rue Faidherbe,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

11 - Parc Nature "Marais Monroy" - Acquisition parcelle AK 40 - Mme FOURNIER Martine

Par délibération en date du 10 juin 2014, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la création d'un parc nature sur le lieudit du « Marais Monroy ».

A ce jour, la Ville est entrée en contact avec les différents propriétaires fonciers du site afin de leur proposer une offre d'achat de leur terrain.

Ainsi, un accord a été obtenu pour la parcelle cadastrée AK 40, d'une superficie de 926 m² appartenant à Madame FOURNIER Martine, pour un montant d'acquisition fixé à 30 000,00 €.

Cette parcelle présente un intérêt important car elle constituera l'un des accès au parc nature.

Il est rappelé qu'en application des articles L 1311-10 et R 1311-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que d'un arrêté en date du 5 décembre 2016, l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Oise n'est obligatoire que pour les acquisitions d'un montant supérieur ou égal à 180 000 €.

De plus, les frais d'établissement de l'acte de vente resteront à la charge de la Ville.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée AK 40 située au lieudit « Marais Monroy », d'une superficie de 926 m², pour un montant de 30 000,00 €, appartenant à Madame FOURNIER Martine, dans le cadre de la création d'un parc nature sur le lieudit « Marais Monroy ». Cette acquisition présente un intérêt important car cette parcelle constituera l'un des accès au parc nature.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

12 - Cession Ensemble immobilier – 3 allée Philéas Lebesgue – Mme TOUBACHE épouse OULKASS

Dans le cadre de la mise en vente du patrimoine immobilier communal, la Ville souhaite céder un ensemble immobilier situé 3 allée Philéas Lebesgue à Nogent-sur-Oise.

La propriété, cadastrée BM 640 et 647, d'une superficie de 171 m², est composée d'un pavillon d'habitation jumelé d'une surface habitable d'environ 80 m² et d'un jardin.

Il est rappelé qu'en application des articles L.2241-1 et R.2241-1 et R.2241-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que d'un arrêté en date du 5 décembre 2016, l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Oise est obligatoire. Celle-ci a été saisie par voie dématérialisée en date du 14 juin 2019 afin d'évaluer la valeur vénale du bien et a fixé le prix de cet ensemble immobilier à 119 000,00 €, par avis en date du 12 juillet 2019.

Madame TOUBACHE Inès, domiciliée à Nogent-sur-Oise, a transmis une offre d'achat et après négociations, il a été convenu de ramener le prix de cession à 95 000,00 €.

Ce montant se justifie à la fois par l'application de la marge d'appréciation traditionnelle de 10 % ainsi que des travaux de réhabilitation et d'amélioration de l'habitat pris en charge par les acquéreurs.

Il est précisé que les frais d'établissement de l'acte de vente resteront à la charge des acquéreurs.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la cession de l'ensemble immobilier bâti situé 3 allée Philéas Lebesgue à Nogent-sur-Oise, cadastré BM 640 et 647, d'une superficie de 171 m², au profit de Madame TOUBACHE Inès domiciliée à Nogent-sur-Oise, pour un montant de 95 000,00 €,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

13 - Modification de la délibération N° DEL2019-168 du 16 décembre 2019 - Cession Parcelle BE 94 - Riverains Rue Voltaire (M. DJEBAR - M et Mme MAGDELON)

Par délibération en date du 16 décembre 2019, le Conseil municipal a approuvé la cession, au profit des riverains de la rue Voltaire, d'une partie de la parcelle cadastrée BE 94, située à l'arrière de l'ancien établissement le « MIRANDA » et jouxtant leurs propriétés.

Sur les 9 propriétaires riverains, 8 avaient fait part de leur accord. Le 9ème, Monsieur DJEBAR, n'avait pas répondu à l'offre formulée par la Ville. La partie du terrain qui aurait dû être cédée à ce dernier a été attribuée à Monsieur et Madame MAGDELON, qui l'avaient accepté.

Finalement, Monsieur DJEBAR, propriétaire du 7 rue Voltaire, a fait part de son acceptation en janvier 2020. Monsieur et Madame MAGDELON ont accepté de renoncer à l'acquisition de cette partie de terrain.

Par conséquent, il convient de modifier les modalités de cession approuvées par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2019, de la manière suivante :

Propriétaire	Superficie estimée à céder	Prix de Vente TOTAL arrondi
M. et Mme MAGDELON 5 rue Voltaire (BE 36)	39 m ²	2 786,00 €
M. DJEBAR 7 rue Voltaire (BE 37)	39 m ²	2 786,00 €

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la modification de la délibération N° DEL2019-168 du 16 décembre 2019 approuvant les modalités de cession de la partie de parcelle cadastrée BE 94 à des riverains de la rue Voltaire de la manière suivante :

Vente d'une superficie de 39 m², au profit de Monsieur et Madame MAGDELON au prix de 2 786,00 €, soit 63 € du m² auquel les frais de géomètre sont à rajouter pour un montant de 8,43 € du m²,

Vente d'une superficie de 39 m², au profit de Monsieur DJEBAR au prix de 2 786,00 €, soit 63 € du m² auquel les frais de géomètre sont à rajouter pour un montant de 8,43 € du m²,
Les autres dispositions de la délibération N° DEL2019-168 du 16 décembre 2019 demeurent inchangées.

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

14 - Cession - Site "FICOP" rue de la Cavée Mal à Main - M. ATAC Faysal

Dans le cadre de la mise en vente du patrimoine communal, la Ville souhaite céder l'ensemble immobilier « anciennement FICOP » situé rue de la Cavée Mal à Main à Nogent-sur-Oise.

Ce site d'une superficie totale d'environ 1 945 m², cadastré AH 66p, 533, 534, 544, 546 et d'une partie de sol à cadastrer de 23m² dépendant du domaine privé communal, est composé d'un atelier et de constructions légères.

Ainsi, la Ville a fait le choix de constituer un jury, composé d'élus et de techniciens, afin de sélectionner l'acquéreur du site.

A cette issue, le jury a retenu l'offre de Monsieur ATAC Faysal, domicilié 36 avenue du 8 mai à Nogent-sur-Oise, dont le projet est de construire 2 bâtiments composés de 32 logements et d'un rez-de-chaussée à usage d'activité ou d'équipement public.

Il est rappelé qu'en application des articles L.2241-1 et R.2241-1 et R.2241-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que d'un arrêté en date du 5 décembre 2016, l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Oise est obligatoire. Celle-ci a été saisie par voie dématérialisée afin d'évaluer la valeur vénale du bien et a fixé le prix de cet ensemble immobilier à 280 000,00 €, par avis prorogé en date du 12 mai 2020.

Après négociations et en raison de l'intérêt général que présente cette cession pour la Ville en terme de restructuration du site situé en entrée de Ville et de l'état des locaux, il est convenu de ramener le prix de cession à 224 000 € HT.

Aussi, compte tenu des observations de Monsieur ATAC Faysal relatives aux éventuels frais de dépollution et de désamiantage du site qui pourraient excéder l'équilibre de son opération, il est convenu d'établir une promesse de vente comportant des conditions suspensives prévoyant une faculté de négociation du prix de vente du terrain au cas où les diagnostics à réaliser révéleraient des coûts supérieurs aux montants suivants :

- | | |
|---|---|
| - Démolition des enrobés contenant de l'amiante : | 6 000 € |
| - Coût de dépollution du site au vu de l'activité : | 5 000 € |
| - Coût de désamiantage complémentaire du bâtiment : | 9 000 € (hors désamiantage des parties déjà visibles et estimé à 6 500 €) |

Dans ce cadre, il est prévu que si le montant de chacun de ces diagnostics est inférieur à ces estimations, le coût financier sera pris en charge par Monsieur ATAC Faysal. Dans le cas où, ces montants seraient supérieurs, une rencontre sera organisée entre les parties soit pour négocier une prise en charge de certains coûts de l'opération par la Ville, soit pour négocier une diminution éventuelle du prix de vente du terrain.

Il est précisé qu'en cas d'application des clauses de révision des prix, le prix de vente du terrain ne pourra pas être diminué au-delà de 153 450 € HT, sans qu'une nouvelle délibération du Conseil Municipal n'intervienne.

Par ailleurs, il est précisé que les frais d'établissement de l'acte de vente resteront à la charge de l'acquéreur.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la cession de l'ensemble immobilier « anciennement FICOP » situé rue de la Cavée Mal à Main à Nogent-sur-Oise, d'une superficie d'environ 1 945 m², au profit de Monsieur ATAC Faysal ou toute autre société qu'il substituerait, pour un montant de 224 000,00 € HT,
- d'approuver les conditions suspensives de réalisation d'études de pollution et de désamiantage,
- d'approuver que le prix de vente ne pourra pas être diminué au-delà de 153 450 € HT, en cas d'application de la clause de renégociation lié aux conditions suspensives précitées,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier, dont une promesse de vente prévoyant des conditions suspensives.

15 - Prescription d'une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme suite au changement de limites du territoire

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2112-2 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-5 et L.153-45 et suivants,

Vu la délibération 9 juillet 2015, autorisant Monsieur le Maire à solliciter de Monsieur le Préfet le lancement de procédure de modification des limites territoriales de la commune de Nogent-sur-Oise et la commune de Monchy Saint-Eloi,

Vu la délibération n° DEL2018-081 du 17 décembre 2018, validant la procédure de modification des limites territoriales de la commune de Nogent-sur-Oise et la commune de Monchy Saint-Eloi,

Vu l'arrêté Préfectoral en date du 10 décembre 2019, actant le changement de limites de territoires entre la commune de Nogent-sur-Oise et la commune de Monchy Saint-Eloi,

Considérant que les portions de territoire de la commune de Monchy Saint-Eloi, transférées à la commune de Nogent-sur-Oise, sont constituées des parcelles cadastrées :

- section AE n° 151/152/153/155/156/116 pour un total de 10 779 m², sis lieu-dit « Pré-sarrasin »
- section AD n° 94/95/96/97/98/99/100/101/102/103/104/105/106/107/108/109/148/165/149p/150p et 151p pour un total de 41 241 m², sis lieu-dit « Marais Candilly »

Considérant qu'il est nécessaire d'intégrer ces portions de territoire au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Nogent-sur-Oise, notamment sur les plans de zonage, et afin de leur appliquer un règlement,

Considérant que selon la procédure de modification simplifiée, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et les avis des personnes publiques associées seront mis à la disposition du public pendant 1 mois dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, qui seront enregistrées et conservées, et que les modalités de la mise à disposition sont précisées par l'organe délibérant de la collectivité et portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de cette mise à disposition,

Considérant que l'organe délibérant doit prévoir les conditions de mise à disposition du dossier de modification auprès du public,

Considérant qu'à l'issue de la mise à disposition, le Maire en présente le bilan devant le Conseil Municipal, avant l'adoption motivée du projet,

Il est demandé au Conseil Municipal :

- de prescrire la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme afin de faire évoluer les documents réglementaires (plans) au regard des secteurs nouvellement rattachés à la commune,

- de notifier le dossier avant la mise à disposition du public aux personnes suivantes :
 - o au Préfet,
 - o au Président du Conseil régional et à la Présidente du Conseil Départemental,
 - o au Président de la communauté d'agglomération Creil Sud Oise,
 - o aux Maires des communes limitrophes,
 - o aux Présidents des chambres consulaires.
- de mettre en place les modalités de mise à disposition du dossier au public de la façon suivante :
 - o publication d'un avis dans un journal de presse locale,
 - o affichage de l'avis en mairie,
 - o ouverture d'un registre pendant un mois en vue de recueillir les observations éventuelles du public,
 - o information sur le site internet.
- de procéder aux mesures de publicité conformément aux articles R 153-20 du code de l'urbanisme : la présente délibération fera l'objet des formalités d'affichage pendant une durée de 1 mois en mairie aux endroits habituels et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal local, de même la présente fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs conformément à l'article R 2121-10 du code général des collectivités territoriales,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

16 - Modification de la délibération n° DEL2019_135 du 16/12/2019 - Implantation d'un centre de secours - Dossier de demande de déclaration d'Utilité Publique

Par délibération n° DEL2019_135 en date du 16 décembre 2019, le Conseil Municipal a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire établis conformément aux dispositions des articles R.112-4 et R.131-3 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique afin de permettre les acquisitions foncières nécessaires à la construction d'un nouveau centre de secours sur le territoire de la Ville de Nogent-sur-Oise.

Cette délibération nécessite d'être précisée.

En effet, il avait été précisé que la superficie du site était de 11 337 m². Or, celle-ci correspond à la surface des parcelles devant être acquises pour permettre la réalisation du projet et ne correspond donc pas à la superficie globale du site qui est de 11 890 m².

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la modification de la délibération n° DEL2019_135 en date du 16/12/2019 pour apporter une précision concernant la superficie du site qui est de 11 890 m² et non de 11 337 m².

Les autres dispositions de la délibération citée ci-dessus demeurent inchangées.

17 - Avis du Conseil Municipal - Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Brèche (SAGE)

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), prévu à l'article L212-3 du code de l'environnement, est un document de planification de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère...).

Il constitue, en France, l'un des instruments de la mise en œuvre de la directive cadre européenne sur l'eau (DCE)¹ qui établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et définit plusieurs objectifs à atteindre pour les Etats membres :

- préserver les ressources en eau de toute dégradation
- atteindre le « bon état » des masses d'eau, selon les cycles 2015-2021-2027, avec la possibilité de justifier des reports de délai à 2021 ou 2027,
- réduire, voire supprimer, les rejets de substances prioritaires,

- respecter les normes et les objectifs dans les zones protégées (zones sensibles, zones vulnérables, zones destinées à l'alimentation en eau potable ...) au terme des trois cycles (2015-2021-2027).

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux a pour vocation le respect des principes d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau – énoncés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer :

1° La prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ;

2° La protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;

3° La restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ;

4° Le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau ;

5° La valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ;

5° bis La promotion d'une politique active de stockage de l'eau pour un usage partagé de l'eau permettant de garantir l'irrigation, élément essentiel de la sécurité de la production agricole et du maintien de l'étiage des rivières, et de subvenir aux besoins des populations locales ;

6° La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau ;

7° Le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques.

Le SAGE est élaboré, révisé et suivi par la Commission Locale de l'Eau. Il est approuvé par arrêté préfectoral (article L.212-6 du code de l'environnement). Le SAGE se compose d'un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD) et un règlement, assortis chacun de documents cartographiques (article L.212-5-1 du code de l'environnement).

Conformément au code de l'urbanisme, le PAGD et ses documents, y compris cartographiques, sont opposables dans un rapport de compatibilité aux schémas de cohérence territoriale (ScoT), au à défaut aux Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

L'émergence du SAGE Brèche est marquée par l'arrêté préfectoral de périmètre du 9 février 2017 modifié par arrêtés du 22 mars 2017, du 16 octobre 2017 et du 15 mars 2018. La création de la structure porteuse du SAGE, le syndicat mixte du bassin versant de la Brèche (SMBVB) date du 31 mars 2017. Enfin, la Commission Locale de l'Eau, (CLE) a été créée le 10 mai 2017 par arrêté préfectoral.

Lors de sa séance du 19 décembre 2019, la Commission Locale de l'Eau du SAGE de la Brèche a adopté à l'unanimité les documents du SAGE Brèche.

La Commission Locale de l'Eau soumet à présent le projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux à l'avis du Conseil Départemental, du Conseil Régional, des chambres consulaires, des communes, de leurs groupements compétents, de l'Entente Oise Aisne et du comité de bassin Seine-Normandie.

La Ville de Nogent-sur-Oise disposait d'un délai de 4 mois pour formuler un avis, soit jusqu'au 9 mai 2020. En l'absence d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable. Il est cependant précisé que, compte tenu des circonstances actuelles et dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, en application de l'article 7 de l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, *« les délais à l'issue desquels [...] un avis [d'une collectivité territoriale] peut ou doit intervenir ou est acquis implicitement et qui n'ont pas*

expiré avant le 12 mars 2020 sont, à cette date, suspendus [jusqu'au 23 juin] ». Tel est le cas en l'espèce.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'émettre un avis favorable au projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Brèche, tel qu'approuvé par la Commission Locale de l'Eau du SAGE de la Brèche lors de sa séance du 19 décembre 2019,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

18 - Transformation de l'impasse Anatole France en rue Anatole France

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2213-28,

Vu le Décret n°94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles,

Vu le Permis de Construire n° PC 060 463 17 T 0039 délivré le 19 avril 2018 à la société SCCV Nogent la Courbe, pour la construction d'un bâtiment d'habitation de 35 logements collectifs prévoyant la prolongation de l'impasse Anatole France,

Considérant que ce secteur fait l'objet d'une orientation d'aménagement dans le Plan Local d'Urbanisme, pour laquelle le désenclavement du quartier desservi par l'impasse Anatole France est préconisé,

Considérant que la Ville est devenue propriétaire de l'ensemble immobilier qui permettra de prolonger cette l'impasse jusqu'à la rue Marcelin Berthelot,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de déterminer, par délibération, le nom à donner aux rues et places publiques,

Considérant que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale permettant de faciliter le repérage, le travail des gestionnaires de réseaux et autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, dans le but d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation,

Il est demandé au Conseil Municipal :

- de transformer la dénomination de l'impasse Anatole France en rue Anatole France,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout documents permettant l'exécution de la présente délibération.

19 - Procédure Biens sans Maîtres - Propriété de Monsieur ESSONO ENYEGUE Richard

L'article L. 1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) dispose que « sont considérés comme n'ayant pas de maître les biens autres que ceux relevant de l'article L. 1122-1 et qui :

1°) soit font partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté,

2°) soit sont des immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels depuis plus de trois ans les taxes foncières n'ont pas été acquittées ou ont été acquittées par un tiers ».

Par ailleurs, l'article L. 1123-3 du même Code indique les règles relatives à la propriété des biens mentionnés au 2°) de l'article L. 1123-1.

Ainsi, la Direction Générale des Finances Publiques de Creil a fait part à la Ville que des biens ont été identifiés appartenant à Monsieur ESSONO ENYEGUE Richard né le 27 avril 1947 à Yaoundé (Cameroun) et décédé le 31 décembre 2018, depuis plus de 10 ans et que les biens n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels depuis plus de trois ans les taxes foncières n'ont pas été acquittées ou ont été acquittées par un tiers. Il s'agit des biens suivants :

- Bien bâti (appartement) situé au Quartier des Rochers – Copropriété « la Commanderie » - 8E rue de la Tuilerie (Bâtiment E5 – 3ème étage – Droite) à Nogent-sur-Oise, cadastré AE 393, 394, 396 et 397 (lots de copropriété 548 et 598).

Ainsi, la Commission Communale des Impôts Directs a été consultée le 11 juin 2019 et a donné un avis favorable au déclenchement de la procédure d'immeubles sans maîtres en constatant l'absence de propriétaire connu, ainsi que le non-paiement des taxes foncières.

Par arrêté municipal n° 53-2019 du 20 juin 2019, il a été décidé de mettre en œuvre la procédure de biens sans maîtres sur ces immeubles.

Cet arrêté a été transmis au représentant de l'Etat le 20 juin 2019 et notifié le 5 juillet 2019 au propriétaire présumé à ses derniers domiciles connus et affiché le 20 juin 2019 en mairie et le 23 juin 2019 sur place.

Par suite, aucune personne ne s'est manifestée pour revendiquer la propriété de ces biens dans un délai de 6 mois à compter de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité citées ci-dessus.

Dès lors, les immeubles concernés sont présumés sans maître au titre des articles L 1123-1 et 1123-3 du CG3P.

Ces immeubles peuvent revenir à la commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider l'incorporation dans le domaine communal, par la procédure de biens sans maîtres, les biens de Monsieur ESSONO ENYEGUE Richard situés au Quartier des Rochers – Copropriété « la Commanderie » - 8E rue de la Tuilerie (Bâtiment E5 – 3ème étage – Droite) à Nogent-sur-Oise, cadastré AE 393, 394, 396 et 397 (lots de copropriété 548 et 598) à Nogent-sur-Oise, faisant partie d'une succession ouverte et pour laquelle les biens n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels depuis plus de trois ans les taxes foncières n'ont pas été acquittées ou ont été acquittées par un tiers et en application des dispositions de l'article L. 1123-1 1° du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

20 - Cession à l'Association Nogentaise d'Echanges Culturels (ANEC) – Parcelles rue Albert Jacquard - BN 987p

Dans le cadre de la mise en vente du patrimoine communal, la Ville souhaite céder des terrains libres valorisables.

L'Association Nogentaise d'Echanges Culturels (ANEC), représentée par son Président Monsieur EDDARDI Lekbir, a manifesté son souhait d'acquérir un terrain de 1563 m² à détacher de la parcelle cadastré BN 987p, en vue d'y réaliser un parking d'environ 50 places en face de son équipement en cours de construction.

Cette parcelle est un espace vert non entretenu situé entre le gymnase du Lycée Marie Curie et la RD 200. Ce dernier n'est actuellement pas utilisé par le public, ni pour le compte d'un service public.

Le service des Domaines a été saisi et a émis un avis en date du 27/01/2020. Ce dernier a estimé la parcelle au prix de 29 700 € HT.

Toutefois, après négociation, il a été convenu de ramener le prix de vente à 25 000 €. En effet, en contrepartie de cette diminution, l'association s'engage à réaliser un parking dont le coût est estimé à 153 000 € TTC.

Par ailleurs, compte-tenu du fonctionnement associatif de l'acquéreur, les modalités de transaction suivantes ont été proposées :

- Le prix de cession est échelonné par paiement annuel sur un délai maximum de 10 ans, sans que ce prix ne porte intérêt, avec comme point de départ la date de signature de l'acte authentique. Les paiements suivants interviendront chaque année à la date anniversaire de cette signature

- Dans le cas où le parking envisagé ne serait pas réalisé dans le délai de 3 ans à compter de la signature, la Ville reprendra possession des terrains sans aucune compensation financière.

Par ailleurs, il est précisé que les frais d'établissement de l'acte de vente resteront à la charge de l'acquéreur.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la vente à l'Association Nogentaise d'Echanges Culturels d'une parcelle de 1 563 m² à détacher de la parcelle BN 987,
- d'approuver les modalités de cette vente : échelonnement du paiement du prix de vente sur 10 ans et clause de retour si le parking n'était pas réalisé dans le délai de 3 ans,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

21 - Offre unilatérale de concours - Raccordement au réseau public d'électricité d'un atelier carrosserie-peinture du CFA de Nogent-sur-Oise

Le Centre de Formation des Apprentis de Nogent-sur-Oise est composé de plusieurs bâtiments à usage d'enseignement. La Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Oise (CCIO) a récemment construit un nouvel immeuble pour y accueillir une activité de formation « carrosserie-peinture ».

Cette nouvelle construction nécessite un renforcement du réseau public d'électricité.

La CCIO s'est mise en rapport avec le gestionnaire de ce réseau. Toutefois, ENEDIS a indiqué que ces travaux nécessitaient une participation financière mais que celle-ci ne pouvait être facturée directement à la CCIO.

La Ville de Nogent-sur-Oise a été sollicitée par la CCIO et ENEDIS pour la prise en charge de cette dépense. Toutefois, compte tenu du fait que ce renforcement du réseau public n'a que pour objet la satisfaction des besoins du Centre de Formation des Apprentis, il a été convenu entre les parties que la CCIO rembourserait cette somme à la Ville de Nogent-sur-Oise.

C'est pourquoi la Ville et la CCIO ont mis au point une convention d'offre de concours afin de permettre à cette dernière de rembourser la somme de 15 833 € à la Ville.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention d'offre de concours afin de permettre d'une part la prise en charge par la Ville du coût du renforcement du réseau public d'électricité pour desservir le nouvel atelier de formation « carrosserie-peinture » construit par la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Oise dans l'enceinte du Centre de Formation des Apprentis et d'autre part le remboursement du montant de ces travaux par la CCIO à la Ville de Nogent-sur-Oise pour un montant de 15 833 €.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

22 - Transaction - Protocole d'accord - Résiliation amiable de bail commercial - Le Relais Traiteur

La Ville de Nogent-sur-Oise a consenti le 6 février 2017 un bail commercial à la Société LE RELAIS TRAITEUR pour exploiter un fonds de commerce de traiteur dans des locaux situés 97 et 97 bis rue du Général de Gaulle.

Ces locaux sont voisins de l'immeuble où la Ville a aménagé et récemment ouvert un Centre Municipal de Santé. Afin de favoriser le développement de ce projet et pour poursuivre les efforts municipaux de revitalisation du centre-ville, il est apparu opportun que la Commune reprenne les locaux loués à la Société LE RELAIS TRAITEUR.

La Ville a donc pris l'attache de la Société LE RELAIS TRAITEUR pour résilier amiablement le bail commercial.

Une négociation a été enclenchée et, sur présentation des chiffres d'affaires de la Société des 5 dernières années, une indemnité de résiliation amiable a été communément convenue à 54 000 €.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la signature d'un protocole transactionnel avec la Société LE RELAIS TRAITEUR constatant la résiliation amiable du bail commercial signé avec cette dernière le 6 février 2017,
- d'approuver le versement d'une indemnité de résiliation amiable d'un montant de 54 000 € au bénéfice de la Société LE RELAIS TRAITEUR,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

23 - Adhésion au groupement de commande électricité et services associés SE60

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les tarifs réglementés de vente d'électricité pour les bâtiments et équipements supérieurs à 36 kVa dits tarifs « jaunes » et « verts » ont été supprimés.

Cette suppression des tarifs réglementés de vente implique une obligation de mise en concurrence soumis aux règles du Code de la commande publique.

Les sites au « tarif bleu » (puissance de moins de 36 kVa) sont, depuis la loi 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat, également concernés par cette obligation.

Le Syndicat d'Energie de l'Oise (SE60) a constitué un groupement de commandes d'achats d'électricité et de services associés dont il est le coordinateur, par délibération en date du 28 juin 2017.

Ce groupement de commandes permet à ses membres non seulement d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et d'obtenir des meilleurs prix, mais également d'assurer une maîtrise de leur consommation d'énergie.

Une fois le marché attribué, chaque adhérent au groupement achète directement son électricité en fonction de ses besoins auprès des fournisseurs retenus, sur la base des prix négociés, durant toute la durée des marchés.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'adhésion de la commune de Nogent-sur-Oise au groupement d'achat d'électricité et de services associés coordonné par le SE60 pour :
 - les tarifs C1, C2, C3 (puissance souscrite supérieure à 250 kVa) et C4 (puissance souscrite supérieure à 36 kVa),
 - les tarifs C5 (puissance souscrite inférieure à 36 kVa)
- d'accepter les termes de l'acte constitutif du groupement de commandes annexé à la présente délibération.
- d'autoriser Monsieur le Maire à donner mandat au SE60 pour obtenir auprès du fournisseur historique du membre et du gestionnaire de réseau l'ensemble des caractéristiques des points de livraison nécessaires à l'élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises.
- d'autoriser le Président du SE60 à signer les marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement et ce sans distinction de procédures ou de montants lorsque les dépenses seront inscrites au budget.
- d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

ACTE CONSTITUTIF

Groupement de commandes pour l'achat d'électricité et services associés

Envoyé en préfecture le 27/12/2017

Reçu en préfecture le 27/12/2017

Affiché le

ID : DB0-258035034-20170829-20172906DBC08-DE

PREAMBULE

Depuis le 1^{er} juillet 2004, le marché d'électricité est ouvert à la concurrence. Cette ouverture d'abord concentrée sur les consommateurs professionnels et les personnes publiques s'est élargie au 1^{er} juillet 2007 à l'ensemble des consommateurs. Aujourd'hui, conformément à l'article L. 331-1 du Code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'électricité peut choisir un fournisseur sur le marché et s'affranchir ainsi du Tarif Réglementé de Vente (TRV) proposé par les opérateurs historiques.

Conformément à l'article L.337-9 du Code de l'Energie, les TRV pour les consommateurs finals domestiques et non domestiques ayant des locaux raccordés avec une puissance souscrite égale ou supérieure à 36 kVa (tarifs C4, C3 et C2 - ex-tarifs «jaune» et «vert») ont été supprimés au 31 décembre 2015.

Les personnes publiques font partie des consommateurs concernés. A ce titre, les acheteurs doivent recourir aux procédures prévues par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappelle l'article L.441-5 du Code de l'Energie et l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Les sites au tarif C5 - ex-tarif «bleu» - (puissance souscrite de moins de 36kVA) ne sont pas directement concernés, mais peuvent bénéficier d'offres de marché.

Dans ce cadre, le regroupement d'acheteurs publics d'électricité est un outil qui, non seulement, leur permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix, mais également d'assurer une maîtrise de leur consommation d'énergie.

C'est dans ce contexte que le Syndicat d'Energie de l'Oise, lui-même acheteur d'électricité, a constitué et assure la coordination d'un groupement d'achat d'électricité et services associés afin de permettre aux acheteurs soumis aux dispositions précitées de se mettre en conformité avec la loi ou de bénéficier d'offres de marché.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU :

Article 1^{er}. - Objet

Il est constitué entre les membres signataires de la présente convention un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, ci-après désigné "le groupement".

A cet égard, la présente convention précise les modalités de fonctionnement de ce groupement ainsi que les obligations respectives de chacune des parties.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

Article 2. – Nature des besoins visés par le présent acte constitutif

Le groupement constitué par le présent acte constitutif vise à répondre aux besoins récurrents des membres dans les domaines suivants :

▢ Fourniture et acheminement d'électricité :

- Tarifs C3 et C2 (puissance souscrite supérieur à 250 kVa)
- Tarif C4 (puissance souscrite supérieur à 36 kVa)
- En option complémentaire Tarif C5 (puissance souscrite inférieur à 36 kVa) : si, lors de la remise des offres, les offres de marché sont supérieures en prix à l'offre réglementée, le syndicat a la possibilité de déclarer le marché infructueux. Dans ce cas, chacun des membres conservera ses contrats au tarif réglementé.

▢ Fournitures de services associés.

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins constitueront des marchés publics ou des accords-cadres au sens de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Article 3. - Composition du groupement

Le groupement est ouvert aux personnes publiques et privées mentionnées à l'article 28 de l'ordonnance précitée.

La composition définitive des membres du groupement sera arrêtée au plus tard au lancement des marchés subséquents à l'accord cadre.

Article 4. - Conditions d'adhésion et de sortie du groupement

Chaque membre adhère au groupement par une décision selon ses propres règles internes. Cette décision est notifiée au coordonnateur.

L'adhésion des personnes relevant du Code Général des Collectivités Territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par ce Code.

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment. Toutefois, un nouveau membre ne saurait prendre part à un accord cadre ou un marché en cours d'exécution au moment de son adhésion.

Le présent groupement est institué à titre permanent, mais chaque membre est libre de se retirer du groupement. Le retrait d'un membre du groupement est constaté selon ses règles propres.

Cette décision est notifiée au coordonnateur. Le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours.

Article 5. – Obligations des membres

Les membres du groupement sont chargés :

- de communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins quantitatifs, par le truchement éventuellement d'une fiche de recensement.
- de veiller à la bonne définition des points de livraison devant relever des accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.
- de communiquer au coordonnateur les moyens d'accès aux données de consommation, ce dernier s'engageant à en respecter la confidentialité.
- de respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti.
- de participer, selon leur volonté, à la définition des prescriptions administratives et techniques (CCAP, CCTP, règlement de consultation), en collaboration avec le coordonnateur.
- de participer financièrement aux frais de fonctionnement du groupement dans les conditions définies par le SE60.
- de respecter les clauses du contrat signé par le coordonnateur.
- d'inscrire le montant de l'opération qui le concerne dans le budget de sa collectivité / EPCI et d'assurer l'exécution comptable du ou des marchés (et/ ou accords-cadres et marchés subséquents qui le concerne).
- d'informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution de ses marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents. Le règlement des litiges relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement.

Une fois inclus aux marchés et accords-cadres passés dans le cadre du groupement et pendant toute la durée de validité de ceux-ci, les points de livraison ne pourront plus donner lieu à la conclusion de nouveaux marchés ou accords-cadres qui seraient directement passés par les membres en dehors du présent groupement et ayant aussi pour objet, même non-exclusif, la fourniture d'électricité.

Cependant, les points de livraison répertoriés au moment de l'avis d'appel publics à concurrence mais pour lesquels des contrats en cours ne sont pas échus, pourront bénéficier des conditions du groupement à la date d'échéance du contrat en cours. Il en est de même pour les sites non raccordés et dont le branchement intervient durant la période du contrat.

Article 6. – Désignation et missions du coordonnateur :

Le Syndicat d'Energie de l'Oise est désigné par l'ensemble des membres du groupement comme « coordonnateur » pour les missions décrites ci-après.

Le coordonnateur est désigné pour la durée de la convention.

Il est chargé à ce titre de procéder, dans le respect des règles prévues par les textes réglementaires en matière de marchés publics (ordonnance et décret susmentionnés), à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins des membres visés à l'article 2.

Envoyé en préfecture le 27/12/2017

Reçu en préfecture le 27/12/2017

Affiché le

ID : 050-25605634-20173629-20172868DE C08-DE

En matière d'accord-cadre, le coordonnateur est chargé de conclure les marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution.

Envoyé en préfecture le 27/12/2017

ID : 060-256005034-20170629-20172906DBC08-DE

En pratique, le coordonnateur a pour mission :

- d'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins sur la base d'une définition préalable établie par lui en concertation avec les membres. À cette fin, le coordonnateur peut, en tant que de besoin, solliciter, au nom des membres et directement auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergie, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison.
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres.
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation.
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication des avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi des dossiers de consultation des entreprises, préparation et organisation matérielle des opérations d'analyse des candidatures et des offres, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appel d'offres.
- de signer et notifier les marchés, y compris les marchés subséquents passés sur le fondement d'un accord cadre.
- de gérer la mise en œuvre de clauses d'ajustement et de révision des prix.
- de coordonner la reconduction des marchés (simple information lorsque les membres gèrent leurs marchés).
- de transmettre les marchés aux autorités de contrôle.
- de gérer les pré-contentieux et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges formés à titre individuel par un membre du groupement.
- de préparer des avenants le cas échéant.

Article 7. - Commission d'Appel d'Offres (CAO)

La commission d'appel d'offres chargée de l'attribution des marchés et des accords-cadre est celle du coordonnateur.

Le coordonnateur désigne les personnes compétentes pouvant siéger à la CAO avec voix consultative.

Article 8. – Dispositions financières

8.1 - Frais de fonctionnement du groupement

Les missions du coordonnateur sont exclusives de toutes rémunérations.

Toutefois, le coordonnateur est indemnisé des frais afférents au fonctionnement du groupement par une participation financière versée par les membres, dès lors que le membre est partie aux marchés passés par le coordonnateur.

Le montant de la participation financière est établi en une seule fois pour chaque consultation pour laquelle un avis d'attribution de marchés subséquents est publié par le coordonnateur.

Uniquement pour les membres adhérant au groupement pour les seuls « tarifs C5 », la participation financière est sollicitée lors de l'attribution du premier marché subséquent de l'accord-cadre.

Le coordonnateur émet un titre de recettes pour les membres concernés. Le titre de recette est émis le mois suivant la publication de l'avis d'attribution des marchés subséquents.

La participation est due au coordonnateur au plus tard dans les trois mois à compter de la date d'émission du titre de recette.

Le montant de la participation financière des membres est établi comme suit :

Pour les communes adhérentes au SE60, la participation est calculée en fonction du nombre d'habitants (population totale du dernier recensement publié) :

Critère	Prix forfaitaire en €
Pop Totale ≤ 1 000 hab	70 €
1 000 hab. < Pop Totale ≤ 2 000 hab.	200 €
2 000 hab. < Pop Totale ≤ 10 000 hab.	400 €
Pop Totale > 10 000 hab.	1 000 €

Pour les autres membres du groupement, la participation (P) est calculée en fonction de la Consommation :

$P = 1 \text{ €} / \text{MWh}$

Montant plancher : 70 €

Montant plafond : 1 000 €

Dans l'hypothèse où le marché relatif au tarif C5 serait déclaré infructueux, les membres adhérant au groupement pour ce seul type de fourniture seraient exonérés de cette participation.

Le Bureau pourra, par délibération ultérieure, revoir la participation ou exonérer des collectivités de cette participation selon des conditions à définir.

8.2 – Frais de justice

L'ensemble des membres du groupement porte la responsabilité de la procédure de passation.

En cas de condamnation financière du coordonnateur par une décision devenue définitive d'une juridiction administrative, le coordonnateur divise la charge financière par le nombre de membres pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans le marché ou les marchés, accords-cadres et marchés subséquents afférents à la convention. Il effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

Article 9. – Litiges - Recours – Capacité à ester en justice

Tout litige susceptible de naître entre les membres du groupement à l'occasion de la présente convention fera l'objet d'une procédure de règlement amiable, avant toute procédure contentieuse éventuelle portée devant la juridiction compétente.

Le représentant du coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge.

Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

Pour les litiges opposant le groupement à leur cocontractant, chaque membre du groupement sera habilité à agir en justice, la présente convention ne produisant plus d'effet.

Article 10. – Modification de la présente convention

Les éventuelles modifications du présent acte constitutif du groupement doivent être approuvées dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

La modification prend effet lorsque la majorité qualifiée des membres a approuvé les modifications.

Article 11. - Dissolution du groupement

Le groupement est constitué pour une durée illimitée.

Le groupement est dissout par décision d'une majorité qualifiée de ses membres ; si cette dissolution intervient avant la fin des engagements du coordonnateur, il lui est donné quitus par chaque membre du groupement pour ce qui le concerne, au vu de l'état des diligences du coordonnateur.

Etabli en annexe de la délibération du comité du 20 juin 2017

24 - Modification de la délibération n°DEL2019 117 du 16 décembre 2019 - procédure retenue pour la création d'un nouveau groupe scolaire

Par délibération en date du 16 décembre 2019, le Conseil Municipal de Nogent sur Oise a approuvé le principe de construction d'un nouveau groupe scolaire dimensionné entre 13 et 15 classes et situé dans le secteur Vachette – place de la République. Ce nouvel équipement répond ainsi aux besoins en termes d'évolution actuelle et attendue des effectifs scolaires dans les années à venir, fondée sur les résultats de l'étude démographique scolaire réalisée en 2017 et mise à jour en 2019 présentée dans ladite délibération.

Depuis le mois de décembre 2019, le besoin a été précisé et porte sur la réalisation d'un groupe scolaire devant accueillir 15 classes ainsi que des activités périscolaires, une cantine et un centre aéré. Le terrain se situe rue BERTHELOT cadastré AL 15 à 18 et 212 d'une surface de 4 600 m² environ.

La valeur estimée du montant du marché s'élève à 6 900 000,00 € HT.

La procédure de marché public précisée pour la création de cet équipement doit être modifiée pour être mieux adaptée aux besoins de la ville en terme d'exploitation et de performance énergétique, et toujours dans l'objectif de réduction des délais de réalisation, ceci afin d'ouvrir le groupe scolaire à la rentrée 2022.

La Ville de Nogent-sur-Oise a en effet souhaité que ce projet s'inscrive dans une démarche performancielle, tant en termes de qualité de service, d'efficacité énergétique et environnementale (incidence écologique). Ces critères seront intégrés au Marché sous forme d'engagements de performances mesurables.

Afin de rendre possible l'atteinte des engagements de performance par le titulaire, le marché comportera également un volet exploitation-maintenance, qui permettra de plus de garantir à la Ville des dépenses de fonctionnement limitées et connues dès le départ.

A cette fin, un marché public global de performance au sens de l'article L. 2171-3 du code de la commande publique, comportant successivement des prestations de conception, de construction et d'exploitation maintenance sera passé dans le cadre d'une procédure avec négociation selon les articles R. 2171-15, R. 2124-3, R. 2161-12 et suivants du code de la commande publique.

Le nombre minimum et maximum de candidats est fixés à 3 conformément aux dispositions des articles R2142-15 et suivants du code de la commande publique.

Une prime d'un montant de 30 000€ TTC sera allouée à chacun des candidats admis mais dont l'offre n'aura pas été retenue.

Les principales étapes de la procédure sont les suivantes :

- publication de l'AAPC
- examen et sélection des candidatures,
- information des candidats
- envoi du DCE
- réception des offres
- examen des offres
- discussions avec le jury
- choix de l'attributaire
- information des candidats évincés
- délibération autorisant la signature du marché
- signature du marché,
- notification du marché au titulaire du contrat,
- publication de l'avis d'attribution.

Un Jury sera constitué pour formuler un avis sur la liste des candidats retenus et se prononcer sur les prestations proposées par ces derniers. Ce jury sera désigné dans les conditions prévues aux articles R 2162-22 et suivants du Code de la Commande Publique : membres de

la commission d'appel d'offres désignés par délibération du Conseil Municipal et un tiers de personnes indépendantes disposant des qualifications professionnelles exigées pour candidater au marché envisagé. Des indemnités de déplacements seront octroyées aux personnes invitées participant aux séances du jury.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la modification de la délibération n°DEL2019_119 du 16 décembre 2019 en autorisant le lancement d'un marché portant sur la conception, réalisation, tout ou partie de l'exploitation technique et maintenance d'un groupe scolaire de 15 classes sur le site de l'actuel Centre de Loisirs et cantine scolaire de la rue Marcelin Berthelot. Il s'agit d'un marché public global de performance conformément aux dispositions de l'article L. 2171-3 du code de la commande publique dans le cadre d'une procédure avec négociation selon les articles R. 2171-15, R. 2124-3, R. 2161-12 et suivants du code de la commande publique.
- d'autoriser Monsieur le Maire à lancer cette procédure et de signer tous les documents afférant à ce dossier.
- de fixer la composition du Jury comme suit : membres de la commission d'appel d'offres et un tiers de personnes indépendantes disposant des qualifications professionnelles exigées pour candidater au marché envisagé.
- d'approuver le principe d'une indemnisation des candidats ayant remis une offre n'ayant pas été déclarée irrégulière, à l'exception de l'attributaire, dont le montant est fixé à 60 000€, non révisable et non actualisable.

PETITE ENFANCE

25 - Renouvellement de la convention Classe Passerelle

Le travail partenarial (Education Nationale, CAF de l'Oise, Etat, Commune) entrepris depuis 13 ans sur le quartier des Rochers, a permis la mise en place d'une structure préscolaire dite « classe passerelle » reconduite sur cinq périodes (2007-2010, 2010-2013, 2013-2014, 2014-2017, 2017-2020). L'évolution des critères et des objectifs a nécessité le renouvellement des conventions à l'issue de chacune de ces périodes.

Cette structure a permis d'accueillir, en 13 ans, 189 enfants de moins de 3 ans (166 familles) résidant pour l'essentiel sur le quartier des Rochers et évoluant au sein de familles non ou peu francophones, de les accompagner dans la séparation mère/enfant, d'aider à leur socialisation et de développer leurs compétences langagières en vue de préparer leur scolarisation future.

Les objectifs visés :

- Accueillir et scolariser des enfants âgés de moins de trois ans résidant prioritairement dans le quartier des Rochers,
- Favoriser l'adaptation de ces enfants à l'univers scolaire, aider à leur socialisation et permettre une intégration scolaire réussie en développant, en premier lieu, les compétences langagières,
- Dédramatiser le passage de la maison à l'école, accompagner la séparation « mère enfant »,
- Améliorer l'accueil des parents, les intéresser à l'école et à ses enjeux pour leur permettre de comprendre ce que les enfants font et apprennent à l'école ; s'inscrire dans une coéducation,
- Favoriser la fréquentation régulière,
- Contribuer à la réussite scolaire future.

Afin de poursuivre ce projet, les moyens humains nécessaires à sa continuité devront être les suivants :

- La mise à disposition par l'Education Nationale d'un demi-poste équivalent temps plein de professeur des écoles,
- La mise à disposition par la ville d'un demi-poste équivalent temps plein d'éducatrice jeunes enfants et d'un demi-poste équivalent temps plein d'auxiliaire de puériculture (ou autre spécialité petite enfance sur dérogation).

La cinquième convention arrivant à son terme, il est aujourd'hui nécessaire que le Conseil Municipal se prononce sur la perspective de renouvellement de cette convention qui prendrait effet à la rentrée scolaire 2020 et durant 3 années scolaires, et qu'il autorise Monsieur le Maire à solliciter chacun des partenaires afin qu'ils s'engagent sur le plan des financements ou de la reconduction des postes.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- de se prononcer sur le renouvellement de la convention partenariale (Education Nationale, CAF de l'Oise, Etat) ci-annexée, permettant la reconduction du dispositif Classe Passerelle,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention correspondante et tous les documents y afférents.

JEUNESSE ET JEUNES ADULTES

26 - Participation 2019 au C.E.R SNCF

Le centre de loisirs S.N.C.F accueille des enfants de cheminots et de non-cheminots de la ville de Nogent-sur-Oise. Chaque année, la commune verse une participation financière calculée sur la base de 3,50 € par enfant et par jour.

Le C.E.R S.N.C.F transmet chaque année l'état des présences des enfants et le total correspondant à payer.

Pour cette année, le nombre de journées enfant est de 1 060. Le montant de la participation financière pour 2019 est de $1\,060 \times 3,50 \text{ €} = 3\,710 \text{ €}$

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'autoriser le versement de la participation 2019 de 3 710 € au profit du C.E.R SNCF, calculée sur la base de 3,50 € par enfants accueillis et par jour, pour un nombre total de journées de 1 060.

TRANQUILITÉ PUBLIQUE

27 - Conventions relatives à l'installation de matériels de vidéo-protection sur des biens privés

Par délibération N° DEL2019-086 en date du 10 octobre 2019, le conseil municipal a approuvé le lancement d'un marché portant sur l'extension du dispositif de vidéo-protection dans le but de réduire la délinquance à Nogent-sur-Oise.

Les travaux de réalisation ont commencé avant la fin 2019, conformément au calendrier prévu. Il est prévu que les dispositifs soient implantés sur des immeubles n'appartenant pas à la Commune ; ce qui nécessite donc, au préalable, la conclusion de conventions avec les propriétaires concernés afin de pouvoir mettre en place ce dispositif de vidéo-protection.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les dispositions des conventions ci-annexées concernant les branchements et l'installation des matériels de vidéo-protection à déployer.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée avec la SARL SAM DIS concernant l'installation de deux caméras situées d'une part en façade du Carrefour Contact, Place des Trois Rois et, d'autre part, sur la façade de l'angle du même bâtiment côté ROSERAIE, parking Carrefour Contact, ainsi que tous les documents s'y rapportant.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée avec les Entrepôts de l'Oise concernant l'installation de la caméra située au niveau du bâtiment de la CCIO au Quai d'Amont, sur le toit terrasse, ainsi que tous les documents s'y rapportant.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée avec CDC Habitat et tous les documents s'y rapportant afin d'accepter que l'immeuble dit « Les 4 Fleurs », situé aux 14 boulevard Pierre de Coubertin et 25 avenue Saint-Exupéry, dont elle est propriétaire, soit grevé d'une servitude d'ancrage au profit de la Commune de Nogent-sur-Oise et que deux caméras dont elle est propriétaire soient gérées par la Police municipale.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée avec CDC Habitat et tous les documents s'y rapportant afin d'accepter que l'immeuble situé au 5 rue François VILLON, dont elle est propriétaire, soit grevé d'une servitude d'ancrage au profit de la Commune de Nogent-sur-Oise afin qu'une caméra soit implantée.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée avec CDC Habitat et tous les documents s'y rapportant afin d'accepter que l'immeuble situé au 15 rue François VILLON, dont elle est propriétaire, soit grevé d'une servitude d'ancrage au profit de la Commune de Nogent-sur-Oise afin qu'une caméra soit implantée.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée ainsi que tous les documents s'y rapportant avec le cabinet I.MOBILIA, représentant la résidence Claude de France-Blanche de Castille sise 2 rue Ambroise Paré, en qualité de syndic de copropriété, afin que ce bien soit grevé d'une servitude d'ancrage au profit de la Commune de Nogent-sur-Oise et qu'une caméra soit exploitée.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions ci-annexées ainsi que tous les documents s'y rapportant avec CLESENCE afin que la Commune exploite la caméra installée

sur le toit terrasse du bien situé au 3 rue Jean de la Bruyère et la caméra installée sur le pignon central de la façade du bien situé au 2 rue Rosemonde GERARD.

-D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée ainsi que tous les documents s'y rapportant avec l'OPAC de l'Oise afin que la Commune exploite un dispositif permettant de créer plusieurs liens radios entre divers points situé sur la commune les aménagements sur le toit terrasse de l'immeuble situé au 11 parc de la Vallée.

-D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée ainsi que tous les documents s'y rapportant avec l'OPAC de l'Oise afin que la Commune assure la gestion de l'alimentation d'une caméra située à l'intersection Boulevard Pierre de Coubertin, Rue Marcel Proust d'une au sein du bâtiment « Perce neige » situé 4 rue Marcel Proust.

-D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée ainsi que tous les documents s'y rapportant avec Oise Habitat afin que la Commune exploite la caméra installée sur le pignon central de la façade du bien située avenue Claude Péroche – angle de la rue du Pont Royal.

COMMANDE PUBLIQUE

28 - Convention de concession de service relative à la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires - Avenant n° 1

Par délibération en date du 11 juillet 2019, le Conseil Municipal a approuvé le choix du concessionnaire et l'attribution du contrat de concession pour la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires sur le territoire de la commune de Nogent-sur-Oise à la société SARL PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITÉ.

Le contrat a été signé le 29 août 2019 mais n'a pas pu être exécuté dès le mois de septembre, en raison de manœuvres dilatoires du propriétaire des précédents mobiliers.

Par ailleurs, depuis le 12 mars 2020, l'exécution des contrats devient plus difficile voire momentanément impossible du fait du caractère exceptionnel de la situation de crise sanitaire. La perception de la totalité des recettes publicitaires permettant de rémunérer la SARL PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE en contrepartie de la fourniture des mobiliers est totalement suspendue par les annonceurs pour toute la durée de l'état d'urgence sanitaire.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-5 du code de la Commande Publique, le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir.

Les parties se sont donc rapprochées pour trouver une solution et permettre au contrat de concession de pouvoir être maintenu.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la signature d'un avenant n° 1 au contrat de concession pour la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires sur le territoire de la commune de Nogent-sur-Oise ayant pour objet de proroger la durée du contrat le temps nécessaire au rétablissement des conditions normales d'exploitation du contrat pour 36 mois.
- D'approuver les termes de l'avenant n° 1 au contrat ci-annexé.
- D'autoriser, par conséquent, Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 de la convention de concession de service ainsi que tous les documents associés avec la société PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITÉ.

**AVENANT A LA CONCESSION DE SERVICES CONCLUE ENTRE
NOGENT SUR OISE
ET
LA SARL PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE**

(Article R 3135-5 du Code de la Commande publique)

ENTRE

LA COMMUNE DE NOGENT SUR OISE, représentée par son Maire en exercice, domicilié en cette qualité, 74 Rue du Général de Gaulle - 60180 Nogent-sur-Oise.

Désignée ci-après « *l'acheteur public* »

D'UNE PART,

ET

LA SARL PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE, dont le siège social est situé 91, rue Pierre Brossolette – 95200 SARCELLES, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié es-qualité audit siège.

Désignée ci-après « *le titulaire* »

D'AUTRE PART,

(Ci après dénommées collectivement les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** »)

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE

- a) Des mesures générales de confinement ont été décidées par le Président de la République ainsi que par le gouvernement dans ses décrets n°2020-260 et n°2020-261 du 16 mars 2020 en raison du caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19.
- b) Depuis le 12 mars 2020, l'exécution des contrats devient beaucoup plus difficile voire momentanément impossible du fait du caractère exceptionnel de la situation de crise sanitaire et des contraintes humaines, matérielles et techniques qui en résultent. Ces différentes contraintes sont toutes de nature à impacter l'équilibre financier des contrats et le respect des engagements contractuels.
- c) Dans son avis n°399873 du 18 mars 2020, le Conseil d'État considère que l'intérêt général qui s'attache à la prévention de la défaillance d'entreprise causée par la crise sanitaire actuelle justifie la mise en place d'un régime dérogatoire notamment pour les contrats publics en cours d'exécution quel que soit leur qualification (concession de service, marché public, convention d'occupation du domaine public).
- d) La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 a autorisé le Gouvernement à prendre par ordonnance toutes les mesures nécessaires pour « adapter » notamment les règles d'exécution des contrats de la commande publique. C'est dans ce contexte que l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 comprend toute une série de mesures destinées à faciliter l'exécution des contrats publics. La Direction des Affaires Juridique du Ministère de l'Économie et des Finances a publié une fiche consacrée à cette ordonnance qui précise que toutes ses dispositions ont un effet rétroactif au 12 mars 2020 et que s'agissant des préjudices financiers subis, en dehors des hypothèses mentionnées par l'ordonnance, les stipulations contractuelles s'appliquent et, dans le silence du contrat, les conditions d'indemnisation des parties sont celles issues de la jurisprudence administrative.
- e) Depuis le 12 mars 2020, la totalité des ventes publicitaires permettant de rémunérer la SARL Philippe Védiaud Publicité en contrepartie de la fourniture des mobiliers sont suspendues par les annonceurs pour toute la durée de l'état d'urgence sanitaire. Toutes les campagnes publicitaires sont annulées sans que cette circonstance ait pu être envisagée un seul instant par les parties au jour de la signature des contrats.
- f) L'absence totale de rémunération du fait de la crise sanitaire représente un cas de force majeure et en tout état de cause une situation d'imprévision au sens de la jurisprudence administrative tant elle bouleverse les conditions d'exploitation prévisibles du contrat dans des conditions qui ouvrent droit soit au versement d'une indemnité financière soit à une renégociation du contrat pour rétablir les conditions normales d'exploitation au sens de la jurisprudence administrative (CE 30 mars 1916, Cie générale d'éclairage de Bordeaux, rec.p125).
- g) Les parties souhaitent, d'un commun accord et conformément à la réglementation et la jurisprudence en vigueur, substituer à toute demande de compensation financière contractuelle ou extracontractuelle, une modification de leur contrat via un système de compensation consistant dans la suppression du paiement de la redevance prévue par le contrat pour l'année 2020 la prorogation de la durée du contrat le temps nécessaire au rétablissement de l'équilibre d'exploitation normal du contrat.

h) Les parties conviennent que cette proposition présente l'avantage d'adapter l'exécution du contrat aux circonstances sanitaires et économiques exceptionnelles non prévues au jour de la signature du contrat.

IL EST PAR L'AVENANT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant a pour objet de proroger la durée du contrat le temps nécessaire au rétablissement des conditions normales d'exploitation du contrat dans le respect des dispositions du Code de la commande publique et de l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 pour faire face aux circonstances exceptionnelles et imprévisibles liées à la propagation du virus Covid-19

ARTICLE 2 : MODIFICATIONS DU CONTRAT DE CONCESSION

2.—1 : Modification de la durée du contrat

Afin de surmonter les circonstances sanitaires et économiques exceptionnelles et imprévisibles liées à l'épidémie de Coronavirus dit COVID 19, les Parties conviennent de compléter l'article du marché public intitulé « *Durée* » de la manière suivante :

« Pour tenir compte des circonstances exceptionnelles et imprévisibles pour juguler l'épidémie de Coronavirus dit COVID 19, la durée de la présente convention est prorogée d'une durée de 36 mois pendant laquelle la redevance prévue par le contrat sera versée à la collectivité ».

2.—2 : Les autres stipulations du marché demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET

Comme il est convenu entre les parties, la date d'effet de l'avenant est fixée à compter du 12 mars 2020 conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020.


ARTICLE 4 : FORCE EXECUTOIRE DE L'AVENANT

Chacune des pages de l'avenant sont revêtues du paraphe des deux signataires.

Fait à Chaumontel, le 12 mai 2020, en 3 exemplaires.

Pour l'acheteur public :

Pour la société SARL Philippe Védiaud Publicité :


SARL PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE
siège social : 81 rue Pierre Brossolette - 95200 GARGELLES
Siret : 751 065 715 00011
TVA Intracommunautaire : FR59 751 065 715
Ets secondaire : 9 rue de Paris - 55270 CHAUMONTEL
Siret : 751 065 715 00029
Tel : 01.34.19.76.77

Monsieur Philippe Védiaud

FINANCES

29 - Compte de gestion 2019 – budget principal

Le compte de gestion 2019 du budget principal soumis par le comptable public ci-annexé (pages II-1 II-2 – 22 et 23 compte de gestion – résultats budgétaires et résultats d'exécution) présente un résultat conforme au compte administratif 2019. De surcroît, le comptable atteste de la régularité des opérations et ne formule ni observation ni réserve à leur encontre.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- De constater l'identité des valeurs entre le compte de gestion et le compte administratif de l'exercice 2019 du budget principal,
- D'approuver le compte de gestion 2019 du budget principal.

00700 - NOGENT-SUR-OISE

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	21 693 160,00	28 150 160,00	49 843 320,00
Titres de recettes émis (b)	13 698 238,81	29 805 109,93	43 503 348,74
Réductions de titres (c)	2 974,63	2 575 363,18	2 578 337,81
Recettes nettes (d = b - c)	13 695 264,18	27 229 746,75	40 925 010,93
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	21 693 160,00	28 150 160,00	49 843 320,00
Mandats émis (f)	12 150 804,71	26 432 096,52	38 582 901,23
Annulations de mandats (g)		538 863,96	538 863,96
Dépenses nettes (h = f - g)	12 150 804,71	25 893 232,56	38 044 037,27
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	1 544 459,47	1 336 514,19	2 880 973,66
(h - d) Déficit			

00700 - NOGENT-SUR-OISE

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2018	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2019	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2019	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2019
I - Budget principal					
Investissement	-4 140 781,82		1 544 459,47		-2 596 322,35
Fonctionnement	3 061 670,81	1 711 613,88	1 336 514,19		2 686 571,12
TOTAL I	-1 079 111,01	1 711 613,88	2 880 973,66		90 248,77
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	-1 079 111,01	1 711 613,88	2 880 973,66		90 248,77

30 - Compte administratif 2019 – budget principal

Les résultats du compte administratif 2019 du budget principal se décomposent comme suit :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Total des dépenses réalisées	25 893 232,56 €	12 150 804,71 €
Total des recettes réalisées	27 229 746,75 €	13 695 264,18 €
Soit un solde d'exécution de l'exercice	+ 1 336 514,19 €	+ 1 544 459,47 €
Solde d'exécution reporté de N-1	+ 1 350 056,93 €	- 4 140 781,82 €
Soit un solde global	+ 2 686 571,12 €	- 2 596 322,35 €

Le résultat global cumulé est de 90 248,77 €.

A ce résultat global, il convient d'ajouter les restes à réaliser de la section d'investissement qui s'élèvent à 3 625 881,17 € en dépenses et 4 373 308,52 € en recettes, soit un différentiel positif de 747 427,35 €. L'excédent global en intégrant ces restes s'élève à 837 676,12 €.

Vous trouverez en annexe en sus des documents budgétaires réglementaires détaillés, une synthèse du compte administratif 2019 qui, en application du Code Général des Collectivités Territoriales sera mise à disposition des citoyens sur le site internet de la ville.

En application de l'article L.2121-14, le Conseil Municipal, dans les séances où le compte administratif est débattu, élit son président.

Il est demandé au Conseil Municipal :

d'adopter le compte administratif 2019, Monsieur le Maire s'étant retiré de la séance.

31 - Affectation des résultats – budget principal 2020

En application des dispositions des instructions budgétaires et comptables M14, il convient de procéder à l'affectation des résultats 2019, issus du compte administratif. Le budget supplémentaire qui sera soumis à l'approbation du conseil municipal de cette même séance reprendra ces affectations afin de les intégrer au budget de l'exercice 2020.

Le compte administratif 2019 du budget principal fait ressortir un déficit d'investissement de – 2 596 322,35 € et un excédent de fonctionnement de + 2 686 571,12€.

Les restes à réaliser de la section d'investissement font apparaître un excédent de recettes par rapport aux dépenses de + 747 427,35 €. Le besoin de couverture de la section d'investissement s'établit donc à 1 848 895,00 €.

D'autre part, par délibération du 3 septembre 2018, le conseil municipal a approuvé les conditions de liquidation consécutives à la dissolution du Syndicat Intercommunal de la Vallée de la Brèche (SIVB) dans lequel la commune était membre. Le Préfet a prononcé sa dissolution par arrêté du 26/12/2019. La répartition du patrimoine du SIVB est calculée en fonction de la cotisation payée en 2017 par Nogent sur Oise, soit une clé de répartition de 7.65%.

Il convient donc de reprendre ces résultats dans le même temps sur le budget supplémentaire pour les intégrer au budget de l'exercice 2020.

Le compte 119 résultat de fonctionnement déficitaire pour -4 206,99 a été intégré en diminution du 110 report à nouveau créditeur de notre comptabilité. Il convient donc de faire une reprise au R 002 sur le budget supplémentaire (en diminution du résultat excédentaire de la commune). De même, le résultat d'investissement excédentaire +5 048,49 doit faire l'objet d'une reprise au D 001 sur le budget supplémentaire (en diminution du besoin de financement de la commune).

Il est demandé au Conseil Municipal :

De reprendre les résultats issus de la liquidation du SIVB comme suit :

	Résultats 2019	Reprise de résultat	Résultat cumulé constaté 2019
Solde d'exécution de fonctionnement	+ 2 686 571,12 €	- 4 206,99 €	2 682 364,13 €
Solde d'exécution d'investissement	- 2 596 322,35 €	+ 5 048,49 €	- 2 591 273,86 €
Soit un besoin de couverture de la section d'investissement qui s'établit à 1 843 846,51 €.			

D'affecter les résultats du compte administratif 2019 au budget primitif 2020 comme suit :

	Dépenses	Recettes
D001 Solde d'exécution d'investissement négatif reporté	- 2 591 273,86 €	
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		+ 1 843 846,51 €
R002 Résultat excédentaire de fonctionnement reporté		+ 838 517,62 €

32 - Budget primitif - Exercice 2020 - Budget supplémentaire

Après le vote du compte administratif et de l'affectation des résultats de l'exercice 2019, le conseil municipal est invité à délibérer sur l'intégration de ces résultats au sein du budget de l'exercice 2020 par l'intermédiaire d'une décision budgétaire appelée « budget supplémentaire ».

Le budget supplémentaire est un acte qui remplit deux fonctions :

- c'est d'abord un acte de report : il permet d'intégrer dans le budget les résultats de l'année précédente
- mais c'est aussi un acte d'ajustement : comme une décision modificative, le budget supplémentaire permet d'ajuster les prévisions votées lors du budget primitif, afin notamment de tenir compte des résultats reportés

Cette année, ce budget supplémentaire s'inscrit dans le contexte très particulier de crise sanitaire que nous connaissons. Il en intègre les premiers effets.

Les principaux mouvements en fonctionnement permettent ainsi de valoriser la prise en charge de dépenses nécessaires pour assurer la sécurité sanitaire et la protection individuelle de la population et des agents municipaux (masques, gel hydro alcoolique, matériaux de sécurisation dans les écoles et les bâtiments municipaux et de distanciation sociale, etc.) ainsi que la reprise des activités municipales, notamment scolaires. Ces dépenses nouvelles restent maîtrisées et représentent environ 8 % des charges de gestion courantes, en raison d'ajustement des charges au vu de l'arrêt d'activité de 2,5 mois.

Les charges de personnel nécessitent également d'être ajustées du fait des surcoûts liés à la crise sanitaire : heures complémentaires et supplémentaires des effectifs mobilisés, prime COVID, gestion des stocks stratégiques, ...

Au chapitre 65 sont également prévus des crédits en ajustement pour le versement d'une subvention additionnelle à l'association COS pour les adhésions au CNAS du personnel communal, et, pour des crédits complémentaires, notamment pour la formation.

Les recettes de fonctionnement prennent en compte les ajustements au vu des données transmises fin mars début avril par l'État, données nécessaires à l'élaboration définitive des budgets locaux (fiscalité, dotations de l'État). De même est prise en compte la décision

d'abattement de 30 % sur la taxe locale pour les publicités extérieures et l'exonération totale de redevance pour l'occupation du domaine public par les terrasses.

Enfin, des prévisions sont inscrites au titre de subventions de l'État pour les dépenses exceptionnelles déployées pour faire face à la crise (ex : achats de masques pour la population). De même des subventions aux associations font l'objet d'une demande de restitution pour des actions qui ne se réalisent pas (les 50 ans de Gersthofen par exemple).

La stratégie financière tendant à soutenir le programme d'investissement est maintenue avec une proposition dans ce budget supplémentaire d'augmentation de l'autofinancement de 730 000 € (virement à la section d'investissement au chapitre 023).

Ainsi, les crédits nécessaires au lancement de la construction d'un groupe scolaire sont renforcés (46 000 € au budget primitif auquel s'ajoute 50 000 €). Il vous est proposé d'adopter la création d'une opération d'équipement d'investissement 202001 pour cette construction afin de regrouper sous un chapitre identique les acquisitions, travaux sur immobilisations et les frais d'études y afférents.

La mise en œuvre du plan national Médiathèque est amorcée afin de lancer une étude sur l'extension des horaires, l'adaptation des usages et la mise en œuvre de nouveaux moyens et envisager l'adaptation des locaux.

Des ajustements sont ensuite prévus pour finaliser le PRU Obier, sur les Rochers (finalisation de l'acquisition des garages du bâtiment K et démolition), sur le Château des Rochers (travaux sur le conservatoire). Un renforcement des crédits est acté pour des rénovations de voiries.

Le projet de budget supplémentaire 2020 s'établit comme suit :

		FONCTIONNEMENT	
		DEPENSES	RECETTES
	Budget primitif (pour rappel)	26 877 000,00 €	26 877 000 €
VOTE	Crédits budget supplémentaire	1 543 000,00 €	704 482,38 €
REPORTS	002 Résultat reporté		838 517,62 €
	Total section de fonctionnement	28 420 000,00 €	28 420 000 €

		INVESTISSEMENT	
		DEPENSES	RECETTES
	Budget primitif (pour rappel)	7 844 000,00 €	7 844 000,00 €
VOTE	Crédits budget supplémentaire	332 844,97 €	2 176 691,48 €
REPORTS	001 Solde d'exécution reporté	2 591 273,86 €	
	Restes à réaliser (RAR) exercice précédent	3 625 881,17 €	4 373 308,52 €
	Total section investissement	14 394 000,00 €	14 394 000,00 €

TOTAL BUDGET		DEPENSES	RECETTES
		42 814 000 €	42 814 000 €

Les deux sections sont donc équilibrées en dépenses et recettes, en fonctionnement pour 1 543 000 €, et en section d'investissement pour 6 550 000 €, soit un total de 8 093 000 €.

Vous trouverez en annexe (cd CA2019/BS2020) la synthèse du compte administratif 2019, du budget supplémentaire 2020 qui vous est proposé, l'état des restes à réaliser (RAR) en dépenses et en recettes d'investissement, l'annexe AP/CP et les documents réglementaires.

Il est demandé au Conseil Municipal :

d'adopter le budget supplémentaire du budget principal pour l'exercice 2020 comme désigné et au vu des documents réglementaires transmis

33 - Abattement de 30 % accordé aux entreprises pour 2020 sur la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (suite crise sanitaire COVID 19)

Vu l'article 171 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie,

Vu le décret n°2013-206 du 11 mars 2013 relatif à la Taxe Locale sur la Publicité extérieure,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2333-6 à L2333-16;

Vu le Code général des collectivités territoriales et ses articles R2333-10 à R2333-17;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L581-1 à L581-45;

Vu la délibération DEL 2019-072 du Conseil Municipal de la ville de Nogent sur Oise en date du 23 mai 2019 ayant pour objet l'application des tarifs de la Taxe locale sur la Publicité extérieure pour 2020,

Vu l'ordonnance n°2020-460 du 22 Avril 2020 instituant diverses mesures permettant aux acteurs publics et privés de faire face à la crise sanitaire actuelle liée au Covid-19,

Considérant que la France traverse une crise sanitaire de grande ampleur ayant des répercussions économiques au niveau international, national mais aussi au niveau local,

Considérant que les acteurs économiques installés sur la commune de Nogent sur Oise doivent faire face à un ralentissement important de leur activité voire à un arrêt complet,

Considérant que l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 donne la faculté aux communes qui ont institué la TLPE avant le 1er juillet 2019, de pouvoir exceptionnellement adopter un abattement compris entre 10 % et 100 % applicable au montant de la taxe due par chaque redevable au titre de la T.L.P.E 2020,

Considérant que la commune souhaite accompagner les acteurs économiques dans la gestion de la crise sanitaire liée au Covid-19 au vu des moyens à sa disposition,

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'instituer un abattement exceptionnel de 30% sur le montant de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure dû par chaque redevable au titre de la taxation 2020.

34 - Subventions 2020 aux associations - Restitution de subventions non utilisées

Par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2019, concomitamment au vote du budget primitif 2020, il a été proposé aux associations, pour la grande majorité d'entre elles, une attribution de subvention d'un montant représentant 80 % de la subvention de fonctionnement de l'année 2019, tout en préservant les montants alloués aux emplois associatifs.

Depuis le 1er mars 2020, la crise sanitaire a engendré l'annulation des manifestations sportives culturelles et internationales jusqu' à nouvel ordre, l'interruption des ateliers ou activités collectifs municipaux et associatifs, la fermeture des structures, équipements et salles municipales. L'activité des associations a donc été, durant cette période, très impactée ou totalement interrompue.

Face à cette situation, il est donc proposé la règle du maintien des subventions de fonctionnement des associations à hauteur de 80 % pour l'année 2020 et de procéder en 2021 aux ajustements qui seraient nécessaires, au regard des bilans d'activité et financiers qui seront fournis.

Cependant, cette règle ne s'appliquera pas dans le cadre des subventions spécifiquement « affectées » à une action, un projet, une réalisation, une manifestation particulière, dont les conditions de faisabilité ne sont plus, de manière définitive, réunies pour cette année.

Il est proposé de demander la restitution des subventions « affectées » non utilisées. Vous trouverez ci-joint le tableau annexé avec les montants demandés en restitution.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- De solliciter auprès des associations, au vu du tableau annexé à la présente délibération, la restitution totale ou partielle des subventions perçues de fonctionnement affectées ou exceptionnelles octroyées pour l'exercice 2020
- De procéder aux formalités qui s'imposent pour solliciter ces remboursements.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents y afférents notamment les avenants aux conventions signés avec les associations

ANNEXE A LA DELIBERATION DU 25 MAI 2020 RESTITUTION DE SUBVENTION

Nom de l'organisme	Objet	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention	Observations
NOGENT SUR OISE ATHLETISME NOA	- subvention Boudes du Rail et Femmes de cœur	Association loi 1901	3 280,00 €	événement annulé
ASSOCIATION NOGENT - AIDA	- subvention Concordia	Association loi 1901	2 400,00 €	pas de chantier 2020
ASSOCIATION NOGENT - GERSTHOFEN	- subvention exceptionnelle 50 ans jumelage	Association loi 1901	40 000,00 €	45 000 € versés Report du 50ème anniversaire en 2021 -maintien de 5 000 € pour frais engagé
OMCE Office Municipal Culturel et événementiel	- subvention animations culturelles	Association loi 1901	45 000,00 €	en accord avec l'association, au vu du bilan saison interrompue et de la reprise pour la prochaine saison culturelle de la diffusion par la ville
	- subvention de fonctionnement	Association loi 1901	8 000,00 €	
	- subvention emploi par l'association	Association loi 1901	25 000,00 €	
LES TEMPS D'ART	- subvention fonctionnement et maintien des salaires	Association loi 1901	10 000,00 €	96 000 € en principal les salaires de 4 permanents hors ateliers
	- subvention mutualisation animations et loisirs	Association loi 1901		4 000 € en 2020 et en 2019 - n'a pu mettre en œuvre d'actions

35 - Subvention complémentaire - Comité des Oeuvres Sociales

Par délibération du 16 décembre 2019, il a été décidé d'allouer une subvention à l'association Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal de 42 504 € pour l'adhésion au Comité National d'Action Sociale 2020 auquel s'adjoint la participation partielle des agents de la collectivité et totale pour les retraités à l'association. Au vu du bilan des inscriptions en avril 2020 (total de 278 adhérents du personnel communal) et du tarif du CNAS qui a augmenté (de 207 à 212 €), l'association sollicite une subvention complémentaire de 2 532 €, soit un total de 45 036 € au titre de cette subvention.

Cette subvention est inscrite au budget primitif de l'exercice 2020 au chapitres 65, compte 6574 .

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'octroi d'une subvention complémentaire de 2 532 € au Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal. au titre de son adhésion au CNAS pour l'exercice 2020,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention avec le COS et tout document y afférent

36 - Participation au SICGENC 2020

Le Syndicat Intercommunal pour la Construction et la Gestion d'un Ensemble Nautique Couvert Nogent sur Oise et Villers Saint Paul (S.I.C.G.E.N.C.) a équilibré son budget et défini le besoin de financement nécessaire à l'équilibre de son budget 2020.

Conformément aux dispositions statutaires du syndicat intercommunal notamment de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1992,

Il est demandé au Conseil Municipal :

d'autoriser le versement de la participation de la commune établie à 680 779,03 € au titre de l'exercice 2020

d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

La dépense globale est prévue au compte 65541-fonction 413 du budget principal.